

<p>ECONOMIE GENERALE : EQUILIBRE, CROISSANCE ET CRISES ECONOMIQUES</p>

CHAPITRE 11 : « CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT »

Introduction

I- La croissance économique : enjeux et mesure

1- Les effets bénéfiques de la croissance

2- Les effets négatifs de la croissance

3- Les indicateurs de mesure de la croissance

II- Les différents aspects de la croissance économique

1- La croissance démographique

2- Capital et progrès technique

3- Les facteurs socioculturels et institutionnels

III- La croissance dans la théorie économique

1- Les modèles classiques

2- Le modèle néoclassique

3- La critique keynésienne

4- La critique radicale (K. Marx)

5- Les nouvelles théories de la croissance

IV- L'enjeu du développement

1- Croissance et développement

2- Les analyses du sous-développement (non développé, voir infra, thème : Economie Internationale, chap. 2, « Les fondements du commerce international »)

3- Les stratégies de développement (non développé, voir infra, chap. 16, « Les économies en développement »)

Conclusion

ECONOMIE GENERALE : EQUILIBRE, CROISSANCE ET CRISES ECONOMIQUES

CHAPITRE 11 : « CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT »

Introduction

La croissance économique est un objectif fondamental de toute économie. En effet, seule la croissance économique permet d'augmenter le niveau de vie, but légitime de toute société.

Les gouvernements de chaque pays ont ainsi tout intérêt de prendre les mesures nécessaires pour favoriser la croissance économique et le plein-emploi, également dans leur intérêt personnel de maintien au pouvoir !

Mais la croissance n'est pas la panacée. En effet, le mode de construction de la croissance, la répartition de ses fruits au sein de la population permet d'atteindre ou non le bien-être social, objectif originel de la science économique. Il faut ainsi aujourd'hui entrer dans une logique de développement.

I- La croissance économique : enjeux et mesure

Selon F. PERROUX, la croissance économique est *l'accroissement sur longue période d'un indicateur de dimension*.

L'indicateur de référence est le PIB et ainsi son taux de croissance, qui mesure la création de richesses. Pour effectuer des comparaisons entre pays, on ramène le PIB au nombre d'habitants, on calcule ainsi le PIB/habitant (cf. supra).

1- Les effets bénéfiques de la croissance

La crise économique des années 1970 a révélé les problèmes d'une société qui ne connaît pas la croissance économique : chômage, pauvreté, problèmes de finances publiques...

- **La croissance économique permet l'amélioration du niveau de vie** : la croissance économique a démarré en France à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle avec la Révolution industrielle. L'augmentation très rapide de la production a permis d'améliorer la ration alimentaire, de multiplier les biens disponibles au sein des ménages comme l'automobile, l'électroménager (période des *Trente Glorieuses*), un meilleur accès à l'éducation, aux soins médicaux, le développement de droits sociaux (prévention des risques de la vie, santé, vieillesse, chômage avec la Sécurité sociale instituée en France en 1945). Le surplus de production a amélioré le niveau de vie des groupes sociaux les plus faibles sans détériorer celui des autres.
- **Croissance économique et emploi** : pour un état technique donné, la croissance économique a pour conséquence la création d'emplois lorsque les gains de productivité restent inférieurs à l'augmentation de production attendue. Selon la loi d'A.M. OKUN (étude empirique aux Etats-Unis dans les années 1960), une réduction de 3% de l'écart entre le PIB réel et le PIB potentiel (PIB maximum que peut réaliser une économie compte tenu de ses ressources en facteurs de production et de ses structures productives) permet de diminuer le chômage de 1%. La croissance économique permet d'améliorer la productivité par extension des marchés et division du travail (cf. supra), ce qui autorise une meilleure compétitivité, donc une hausse de la part de marché... (cercle vertueux de croissance).
- **Croissance économique et finances publiques** : la croissance économique engendre de plus importantes recettes fiscales qui autorisent de plus importantes dépenses publiques pour le bien-être de la société, la paix sociale et l'amélioration du niveau de vie.

2- Les effets négatifs de la croissance

- **Les effets sociaux** : dès le XIX^{ème} siècle, la croissance phénoménale a engendré des conditions de travail inhumaines, le travail des enfants... Aujourd'hui, on assiste à une déqualification de la main-d'œuvre, le marché exclut de la croissance ceux qui ne peuvent s'adapter aux nouvelles technologies. La croissance ne bénéficie qu'à certaines catégories sociales (capitalistes) lorsque l'Etat n'intervient pas pour une plus juste répartition par une politique de redistribution ambitieuse.

Certains pays encouragent l'exploitation de leur population pauvre pour tenter de s'insérer dans l'économie mondiale. Dans de telles conditions, l'Etat doit intervenir pour **réguler les conditions de la croissance** (cf. régulation des *Trente Glorieuses*) dans l'intérêt de tous à moyen/long terme. On peut se référer à G. MYRDAL (Nobel 1974) qui a fait *le procès de la croissance*. Il a montré que la recherche sans fin de la productivité a pour conséquence l'exclusion sociale, la polarisation régionale, la dégradation de l'environnement et le développement des inégalités (critique Radicale). Il remet en cause le PIB comme critère de croissance et a jeté les bases de l'approche moderne en termes de **développement** (cf. infra).

- **Le transfert du système de valeurs** : la croissance engendre des inégalités économiques et sociales et élimine ainsi les solidarités traditionnelles, crée l'obsession de la recherche de gain financier, l'individualisation et par la suite la délinquance, la violence, la fracture de la société.
- **Les effets sur l'environnement** : augmenter la production nécessite un recours croissant aux consommations énergétiques et la multiplication des rejets polluants. Les effets sont présents mais aussi sur la situation à venir. En l'absence de progrès technique sur une utilisation plus propre des ressources naturelles, la dégradation des écosystèmes crée un problème de qualité de vie pour les générations à venir (problème transgénérationnel).

REMARQUE : le Club de Rome avait déjà donné l'alerte... dans les années 1970 ! Il prônait alors *une croissance 0*, vite supplantée par la recherche de gain qu'apportait la croissance de l'époque. On voit ici une fois de plus les défaillances du marché, incapable de réguler l'économie dans un sens favorable au bien-être collectif (où est la *main invisible* ?) Récemment, la Russie a sauvé le protocole de Kyoto par sa ratification mais cela ne suffira pas. En effet, le protocole de Kyoto prévoit de revenir et de maintenir le niveau de pollution à celui qui prévalait en 1990. Or, selon les experts, pour simplement maintenir la température de l'atmosphère à son niveau actuel (déjà trop élevé), il faudrait diviser ce niveau de pollution par deux !...

Certains économistes, plus optimistes, croient en le progrès technique pour permettre la poursuite de la croissance sans pollution supplémentaire (rendre les processus de production plus propres et plus efficaces). D'autres font remarquer que l'épuisement très rapide des ressources énergétiques, non renouvelables, vont « naturellement » mettre un terme à la pollution... également par l'incitation à la recherche d'autres énergies, renouvelables de préférence, révolutionnaires (prime au premier sur le marché).

SYNTHESE :

× La croissance transforme les structures économiques et sociales : la croissance se fait dans et par le changement (développement du salariat, transformations sectorielles avec la diminution du nombre d'agriculteurs et l'augmentation concomitante du nombre d'ouvriers, puis d'employés des services, développement des villes et de l'habitat urbain...). Mais rien n'assure que ces transformations soient toutes dues à la croissance économique puisque l'on observe en France et dans certains *Pays En Développement* (PED) le développement de certaines villes sans croissance économique. Il est donc difficile de séparer dans ces transformations structurelles celles qui sont liées au facteur croissance.

× Certaines modifications ne sont pas quantifiables car leur appréciation est subjective et dépend alors de chaque individu !

× Pour un même niveau de croissance, les conséquences sur la société peuvent être totalement différentes car elles dépendent de la façon de créer ces richesses, leur répartition, le type et l'importance de l'intervention étatique... On peut par exemple opposer les PDEM où une certaine répartition et redistribution permet le développement économique et sociale de la société avec certains PED (Chine, Russie, pays arabes exportateurs de pétrole) où la totalité des richesses créées est accaparée par une frange d'individus, souvent proches du pouvoir, ou propriétaires !

× Enfin, les gaspillages et excès des phases de croissance passées remettent au jour la notion de préférences collectives, le respect de l'environnement, la protection des plus pauvres... une logique salutaire de développement durable (soutenable) qui se matérialise par la montée en puissance des *Organisations Non Gouvernementales* (ONG) qui sont, depuis peu de temps, écoutées par les gouvernements des pays membres de l'OMC (pays les plus riches). Gageons que ce soit dans un dessein de prise en compte de la société civile et des vrais problèmes de la société mondiale et non pas une attitude démagogique...

3- Les indicateurs de mesure de la croissance

- **Des indicateurs de dimension** : utilisation des agrégats, PIB et PNB. Mais attention, une hausse du PIB peut masquer une stagnation si elle s'accompagne d'une inflation équivalente. On utilise alors le PIB réel ou en volume, c'est-à-dire corrigé de l'inflation (on parle de *valeur déflatée*) ;

- **Des indicateurs de structure** : il s'agit d'observer et d'analyser des modifications structurelles de l'économie : analyse en termes de répartition sectorielle (primaire, secondaire, tertiaire), secteur marchand/non marchand, répartition géographique (PIB/région, urbain/rural, Paris/province...);
- **Des indicateurs de progrès économique** : calcul du PIB/tête, PIB/population active (estimer la productivité moyenne du travail), Indicateur de *Développement Humain* (IDH, voir infra).

II- Les différents aspects de la croissance économique

1- La croissance démographique

Il s'agit de prendre en compte la population et plus particulièrement la population active, c'est-à-dire l'ensemble des personnes en âge de travailler, désirant travailler qu'elles aient ou non une activité rémunérée.

Deux indicateurs clés :

- *Le taux d'activité* : nombre d'actifs/population totale.
- *Le taux d'emploi* : nombre d'actifs/population active.

On peut remarquer deux entraves au libre jeu du marché sous les hypothèses de la concurrence pure et parfaite : la faible mobilité professionnelle, car il est difficile d'adapter la main-d'œuvre aux mutations nécessaires, ce qui crée un chômage technologique doublé d'un chômage de mobilité qui renvoie à une situation de chômage d'incohérence (coexistence d'offres d'emplois non satisfaites et de chômage). C'est un chômage structurel, donc qui dure !

En outre, un problème de mobilité géographique, typiquement Latin, qui est partiellement réduit par les politiques d'aménagement du territoire.

Ces rigidités entraînent un gâchis économique car une partie du facteur travail (ressources productives) ne crée pas de richesses malgré ses capacités et compétences. C'est un frein à la croissance, même s'il y a des effets de seuil.

En effet, jusqu'à un certain seuil, la croissance démographique a des *effets sur la demande* (hausse de la demande de logements, de moyens de transport, de biens de consommation...), des *effets sur les économies d'échelle* puisque le marché s'élargit et des *effets socioculturels* (goût de la consommation, de la nouveauté/innovation, esprit d'entreprise...) qui sont favorables à la croissance économique.

Au-delà de ce seuil, la croissance démographique a des *effets sur l'offre* (baisse du taux d'épargne préjudiciable à l'investissement, augmentation du patrimoine collectif comme

l'habitat), des *effets sur les rendements qui deviennent décroissants* (baisse de la productivité marginale du travail par saturation du capital technique, des ressources, les externalités négatives...) et des *effets socioculturels* (si le taux de croissance démographique est supérieur au taux de croissance économique, on assiste à un appauvrissement, une hausse du chômage, plus un certain fatalisme !) qui sont préjudiciables à la croissance économique.

A. SAUVY a montré que l'optimum de population est atteint lorsque le niveau de population est tel que le produit par tête est maximum. Cet optimum dépend du pays et de son stade de développement.

2- Capital et progrès technique

⇒ **Capital et accumulation** : on observe le taux d'investissement (Investissement/PIB) et son évolution. Plus le taux d'investissement s'accroît, plus les capacités de production augmentent et plus l'innovation se diffuse dans l'économie. Cet aspect est fondamental pour la croissance économique, d'où l'importance de l'investissement tant pour les Néoclassiques (économie de l'offre) que les Keynésiens (économie de la demande, jeu du multiplicateur).

Mais attention ! Ce mécanisme dépend de la nature de l'investissement (remplacement/capacité/productivité), de l'objet de l'investissement (productif/non productif comme les équipements collectifs, le logement...). De même, la logique comptable ne permet pas d'évaluer précisément l'investissement. Par exemple, les frais de recherche et développement, de formation, de marketing sont enregistrés comme charges alors que ce sont de véritables investissements !

⇒ **L'intensité capitaliste** : elle se calcule en faisant le rapport K/L et permet de mesurer l'évolution de la substitution capital/travail. La diminution du coût du capital, la faible augmentation de la productivité du travail ont pour conséquence une évolution positive du prix relatif du capital face au prix relatif du travail, ce qui intensifie le mécanisme de substitution. C'est aussi pour cette raison que le problème du chômage en France est un chômage de personnes non qualifiées. Contrairement à certains discours et à la politique des gouvernements, il ne sert à rien de remettre en cause le SMIC et d'alléger les charges sociales sur ce type d'emploi car ce n'est pas un problème de coût mais de besoin !

Pour preuve empirique, depuis une dizaine d'années où les différents gouvernements ont entamé des politiques de réduction de charges sociales sur les bas salaires, la

courbe du chômage ne s'est pas infléchi et surtout pas pour ce profil de chômeur (70% du total des chômeurs) ;

⇒ **Le progrès technique** : il faut distinguer la *recherche fondamentale* (conceptuelle, développement du savoir), la *recherche appliquée* (utilisation concrète des connaissances de la recherche fondamentale), la *recherche et développement* (type de recherche appliquée conduisant au lancement d'un nouveau produit, d'un nouveau procédé de fabrication...).

Il faut un nécessaire équilibre ainsi que des liens forts entre recherche et entreprise, d'où l'intérêt des pôles de croissance proches des entreprises (Silicon Valley, Sophia-Antipolis...) Le problème est l'incertitude très forte liée à la recherche et à l'innovation et à sa rentabilité qui désincite les gouvernements et les entreprises à impulser des efforts importants en la matière.

Pourtant, au fil des siècles, c'est bien l'innovation qui a permis et qui permet de repousser le phénomène des rendements décroissants en augmentant la productivité, de stimuler la demande et qui maintient en vie le système capitaliste (à ce sujet, voir infra les cycles de N. D. KONDRATIEV et les *théories schumpétériennes de la croissance*).

Récemment, le gouvernement de J. P. RAFFARIN a affirmé sa volonté de favoriser le développement de ces pôles de croissance.

3- Les facteurs socioculturels et institutionnels

Obstacles à la croissance : le protectionnisme (cf. les théories classique et néoclassique du commerce international), les secteurs abrités (monopoles publics...), l'insuffisance de la concurrence, l'importance du nombre de secteurs en retard (cf. le rapport J. RUEFF et L. ARMAND en 1958, de M. CAMDESSUS en 2004). De même, des groupes de pression trop forts, des professions protégées, des mentalités trop rigides peuvent être responsables d'une moindre croissance.

Mutations favorables à la croissance : une meilleure organisation des entreprises (responsabilité, adaptabilité, esprit d'entreprise), de vraies relations professionnelles (négociation collective, flexibilité, droit d'expression, gestion participative), un Etat fort et entreprenant (politique d'équipement, de formation, de recherche, politique industrielle...), un programme d'éducation et de formation ambitieux (valoriser les capacités et les compétences, augmenter le niveau moyen de qualification, améliorer

l'insertion professionnelle, les mutations professionnelles...) sont des actions structurelles favorables à la croissance.

Le problème est le financement, parfois difficile avec peu de moyens d'évaluer la rentabilité attendue. De ce fait, c'est L'ETAT qui doit alors se substituer au marché défaillant, ce qui entre d'ailleurs dans ses attributions (bien-être général).

III- La croissance dans la théorie économique

1- Les modèles classiques

L'état stationnaire de D. RICARDO : la croissance se heurte à l'avarice de la nature (rendements décroissants de la terre) :

- Origine de la croissance : le réinvestissement productif du surplus : l'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole. Mais les nouvelles terres mises en culture sont soumises aux rendements décroissants. Le coût de production et donc le prix des denrées alimentaires augmentent. Les industriels doivent augmenter les salaires, qui sont fixés au niveau de subsistance, ce qui réduit leurs profits donc les investissements, bloquant par conséquent la croissance. Le libre échange peut faire pression à la baisse sur les salaires, permettant de rétablir les profits. Mais c'est une solution de court terme. L'état stationnaire est inéluctable à long terme.

La croissance limitée vue par R. MALTHUS : la croissance bute sur la loi de la population :

- Origine de la croissance : le réinvestissement productif du surplus. Pour R. MALTHUS, la croissance de la terre et donc des subsistances augmentent à un rythme arithmétique tandis que la croissance de la population est géométrique. Cela entraîne de graves crises de famine qui rétablissent, à court terme le rapport entre la population et les subsistances avant que l'écart entre les deux taux de croissance ne provoquent de nouvelles crises.

Les modèles du club de Rome :

Historiquement, la croissance se maintient, certes de manière chaotique. Et pourtant nombreux sont les économistes qui, encore aujourd'hui, prévoient la fin de la croissance.

- Origine de la croissance : les ressources naturelles. Le rapport D. MEADOWS *et alli* en 1972 annonçait la fin de la croissance économique à cause de la croissance exponentielle de la population, de la consommation trop importante d'énergie et de la pollution. Mais la situation actuelle (ralentissement de la croissance démographique...) semble démentir ces prévisions.

JB Say fait rupture avec la vision pessimiste des économistes classiques :

J.B. SAY élargit les facteurs productifs retenus par les Classiques : l'industrie et les services sont des activités productives au même titre que l'agriculture. La loi des débouchés permet une croissance infinie. Et s'il existe des désajustements, ils sont toujours temporels.

2- Le modèle néoclassique

C'est le modèle dominant de la croissance de R. SOLOW (1956). Une logique d'économie réelle, la monnaie est neutre à long terme.

Il a étudié les variations de demande des biens et services et a synthétisé ses travaux sous forme d'une fonction de production. Il porte son attention sur les facteurs de production.

Hypothèses générales : la production nécessite des facteurs de production. Dans une économie en concurrence pure et parfaite, la production est équivalente au maximum que les ressources technologiques peuvent produire.

Les facteurs de production sont substituables grâce à la flexibilité des prix.

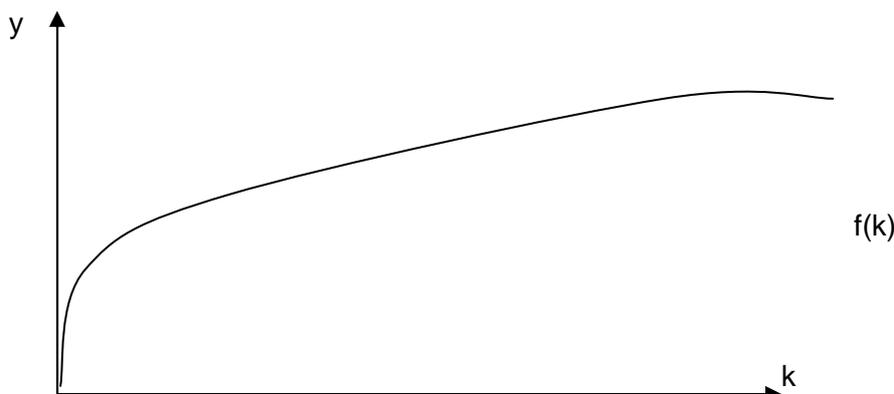
$Y = f(K, L, A)$. Il étudie les conséquences des variations de K, L et A.

Hypothèse 1 : on suppose que les rendements d'échelle de la fonction de production sont constants : $z^*(K, L)$ donne z^*Y avec $z = 1/L$:

Donc : $Y/L = f(K/L ; 1)$: la productivité du travail égale le revenu car les individus sont rémunérés à leur productivité marginale.

D'où : $Y/L = f(K/L ; 1) = y = f(k)$.

Si les rendements d'échelle sont constants, la productivité marginale du capital est décroissante. Dans une économie peu dotée en capital, la productivité du capital va être très forte. Une nouvelle machine engendrera une forte croissance. L'inverse se passe dans une économie très dotée en capital.



$Y = C + I (+ G + X - M)$ (économie fermée, aucune intervention de l'Etat)

$Y/L = C/L + I/L$

Par tête : $y = c + i$.

Hypothèse 2 : l'épargne (S) est une fraction constante du revenu (Y) :

$$c = (1-s)y$$

$$y = (1-s)y + i, \text{ donc } i = sy \text{ et ainsi } I = S$$

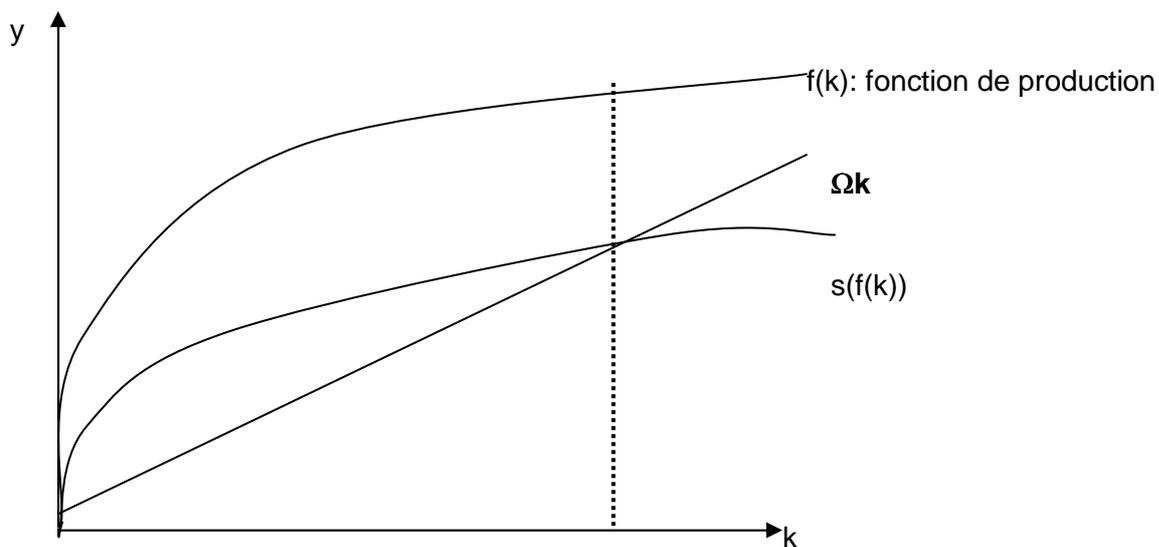
Trois facteurs : A, K, L, on suppose $a = 0$ (pas d'innovation) et $L = 0$ (pas de croissance démographique)

Ainsi, ΔK entraîne ΔI : l'investissement peut avoir comme origine un investissement par tête : $i = sy = s(f(k))$.

ΔK peut aussi être une dépense d'amortissement car une fraction du capital devient obsolète : $A_m = \Omega k$

Donc : $\Delta k = i$ (investissement par tête) - Ωk

$$\Delta k = s(f(k)) - \Omega k.$$



k^* : équilibre optimal : $\Delta i = 0$: $i = \Omega k$

Tant que $s(f(k)) - \Omega k > 0$, il y aura investissement (hausse du stock d'investissement par tête dans l'économie), donc une croissance du produit par tête.

Tant que $I > \Omega$, il y aura investissement jusqu'au point d'égalité $I = \Omega$

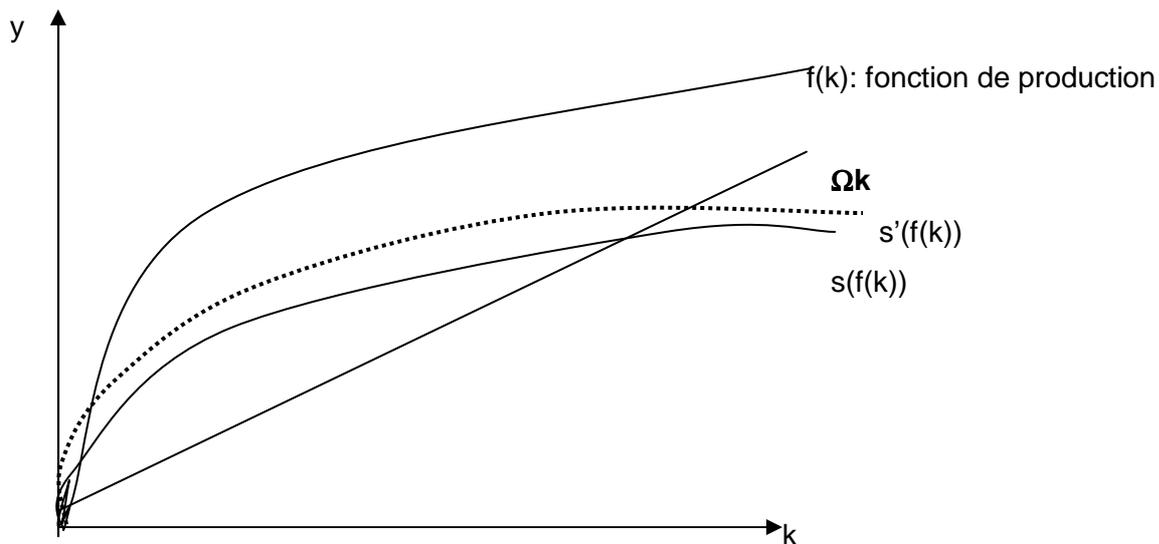
Etant donnée une situation de départ (niveau de k), compte tenu de la relation offre-demande, une économie va augmenter son stock de capital (k , croissance du produit/tête y) jusqu'à un équilibre, un état stationnaire.

En sous-équilibre, les agents sont incités à investir, une croissance à taux décroissant.

A l'équilibre, les agents investiront juste pour faire face à l'amortissement, il n'y aura plus de croissance.

Au-dessus de k^* , les agents seront incités à désinvestir pour revenir à k^* .

Problème : le modèle n'est pas pertinent puisque nous sommes en croissance depuis plus de deux siècles ! Mais les Néoclassiques font remarquer que l'épargne précède l'investissement, donc si $\Delta S > 0$, la courbe $s(f(k))$ se déplace ($s'(f(k))$).



Si le taux d'épargne augmente, le niveau de revenu par tête sera plus important. Constat validé, puisque ce sont les pays où l'épargne est la plus importante qui ont le revenu par tête (y) le plus important.

Hypothèse 3 : on introduit la croissance démographique : n

$$N = \Delta L/L.$$

REMARQUE : dans le modèle néoclassique, il n'y a pas de chômage grâce au système de prix.

$$\Delta k = i - \Omega k$$

$$= s(f(k)) - \Omega k$$

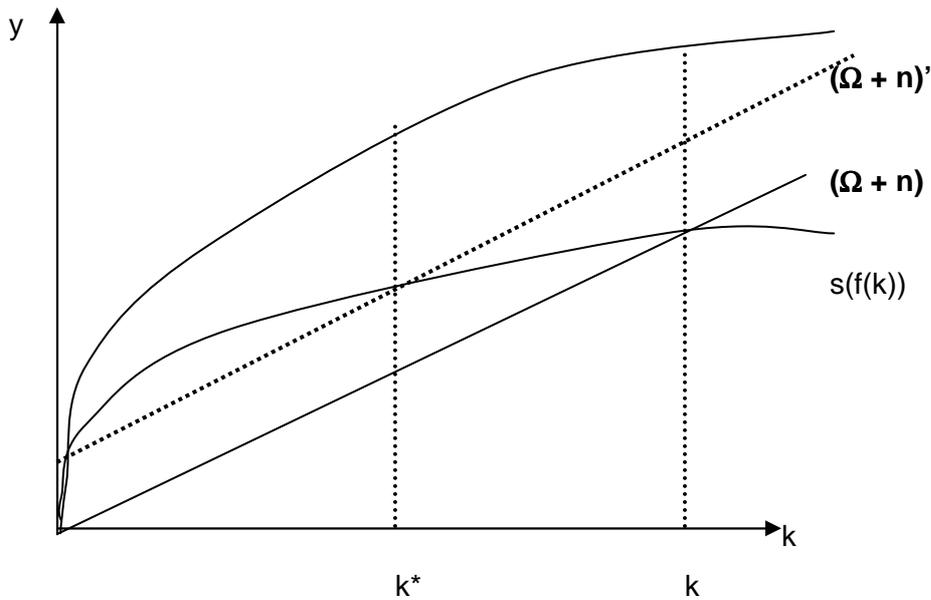
Alors : $\Delta k = s(f(k)) - (\Omega + n)k$

A l'équilibre, $\Delta k = 0$, mais le taux de croissance du produit n'est pas nul :

$\Delta y = 0$ avec $y = K/L$ (produit par tête), donc $\Delta y = \Delta Y$ (PIB) - ΔL (croissance démographique).

$$\Delta y = \Delta Y - n = 0$$

$\Delta Y = n$. Le taux de croissance du PIB est égal au taux de croissance démographique même si le taux de croissance du PIB/tête (y : niveau de revenu par tête) n'évolue pas. Une conclusion différente du modèle précédent où par hypothèse il n'y avait pas de croissance démographique.

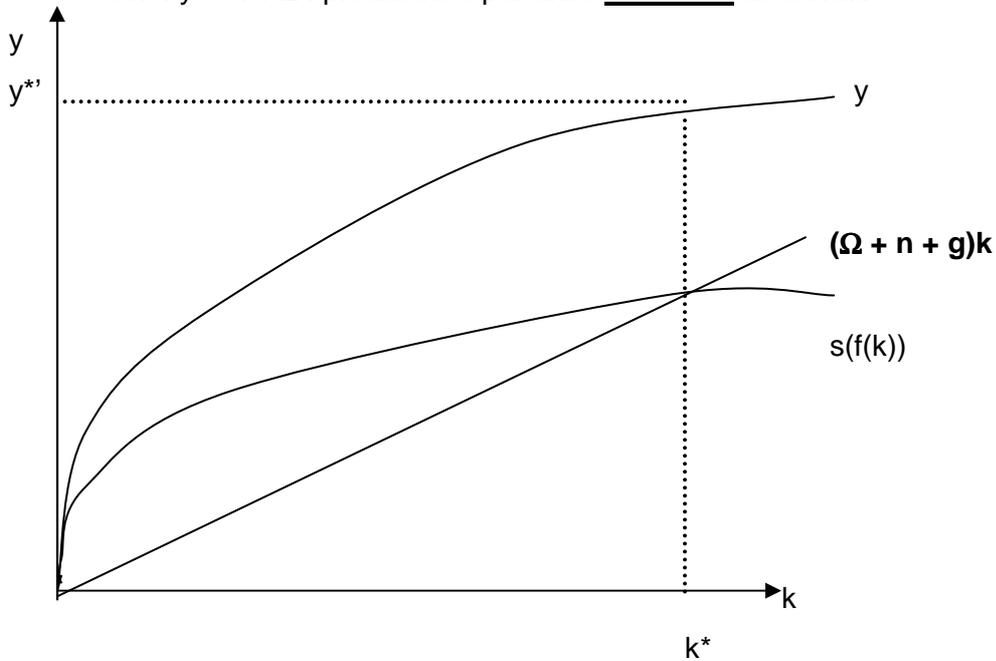


Une économie en croissance démographique va avoir un capital/tête plus faible (vérifié empiriquement) : on a une croissance économique mais pas une croissance économique par tête, ce qui n'est pas pertinent !

Hypothèse 4 : on introduit le progrès technique, une constante g (hausse de la productivité).

$$\Delta k = s(f(k)) - (\Omega + n + g)k$$

Soit : $y' = Y/AL$: productivité par unité **efficente** de travail.



A l'équilibre : $\Delta y' = 0$

$y' = Y/AL = 0$

$\Delta y' = \Delta Y - \Delta A - \Delta L = 0$

$\Delta y' = \Delta Y - g - n = 0$

D'où : $\Delta Y = g + n$

$\Delta y : \Delta Y - \Delta L = \Delta Y - n = g.$

A l'équilibre, dans le modèle néoclassique complet, le taux de croissance du produit par tête dépend du taux de progrès technique. Ce qui fait la croissance depuis deux siècles, c'est le progrès technique (vérifié empiriquement).

Des économistes français (P. DUBOIS, E. MALINVAUD) ont examiné la croissance française de 1951 à 1973. Le taux de croissance moyen était de 5.2%. Ils ont calculé les seules variations de quantité (calculs d'élasticités) et de qualité des facteurs K et L.

Contribution de L : 0.55% ; contribution de K : 1.55%.

Il reste 3.1% inexplicés (**le résidu**), c'est le progrès technique.

REMARQUE : il faut aussi prendre en compte les économies d'échelle qui font que la production augmente plus vite que les quantités de facteurs.

Problème : les deux variables (n, g) ne sont pas expliquées dans le modèle, elles sont considérées comme exogènes. La théorie ne donne pas les conditions de leur croissance, les facteurs qui déterminent leur taux de croissance (voir les modèles de croissance endogène).

3- La critique keynésienne

La fonction de production néoclassique indique le maximum de production possible, elle fixe un niveau de production potentiel qui ne sera pas forcément réalisé. En effet, la fonction de production suppose une offre égale à la demande automatiquement (*loi des débouchés*, J. B. SAY, cf. supra). Cette loi est fautive pour les Keynésiens car elle ne prend pas en compte la thésaurisation de la monnaie et les débouchés attendus qui ne correspondront pas alors forcément au maximum de production.

L'instabilité, l'incertitude, le rôle des anticipations, le moral des affaires peuvent contrarier l'atteinte du niveau maximal de production. Dans ce cas, l'Etat doit intervenir pour assurer le plein-emploi.

La croissance est illimitée mais instable pour les post keynésiens R. HARROD et E. DOMAR : La croissance peut-elle être équilibrée ? C'est à dire : croissance de l'offre = croissance de la demande sur le marché des biens et du travail ? Marqués par la crise de 1929, les deux économistes répondent par la négative.

E. DOMAR cherche à mettre en évidence les conditions pour obtenir une croissance équilibrée. D'inspiration keynésienne, il voit dans l'investissement (I) un double effet :

- I est un élément de la demande effective. I provoque un effet multiplicateur sur la demande (**effet revenu**) équivalent à : $dI/1-c = dI/s$ car $c+s = 1$ d'où $1-c = s$
- I est une offre, à long terme, car l'investissement permet d'augmenter la capacité de production et donc le volume de l'offre (**effet de capacité**). Les capacités de production sont accrues de façon proportionnelle au niveau de l'investissement si l'on suppose le **coefficient de capital ($v = K/Y$)** constant, c'est à dire que les facteurs de production ne sont pas substituables.

Keynes avait mis de côté cette caractéristique puisqu'il s'intéresse à une analyse de court terme, donc il considérait le stock de capital comme constant et indépendant de l'investissement de la période.

Il y a donc une dissymétrie : du côté de l'offre, c'est le montant absolu de I qui détermine la croissance, alors que du côté de la demande c'est la variation de I. *Ainsi, si l'on investit assez aujourd'hui pour ajuster la demande à la capacité de production, il faudra investir encore plus demain du fait de l'accroissement de capacité engendré par l'investissement* (E. DOMAR).

L'équilibre de la croissance est toujours dynamique. Pour que la croissance soit équilibrée, il faut que l'investissement, et par conséquent le capital et la production, augmentent à un taux constant égal à s/v . C'est le taux de croissance garanti gw (taux de croissance qui assure l'équilibre sur le marché des biens). L'origine de la croissance, c'est le rapport entre le taux d'épargne et le coefficient de capital s/v

R. HARROD s'interroge sur la stabilité de la croissance et la possibilité de maintenir le plein emploi car la croissance est par nature instable :

- La croissance effective g a peu de chance de correspondre au taux de croissance équilibré défini ci-dessus car les variables s, v et I sont indépendantes : les décisions d'investissement sont prises par les entrepreneurs, le taux d'épargne est déterminé par le revenu de l'argent, le coefficient de capital est fixe.
- Il y a donc de fortes chances pour que la croissance de l'offre ne soit pas égale à la croissance de la demande, d'autant plus que le déséquilibre est cumulatif. Il n'existe pas de mécanisme qui permette d'aller vers la croissance équilibrée. Si elle est équilibrée, c'est un hasard. La croissance se fait sur le *fil du rasoir* (R. HARROD)

A supposer que l'équilibre dynamique soit réalisé sur le marché des biens, la croissance équilibrée de plein emploi est-elle possible ? Pour que la croissance soit équilibrée et sans chômage, il faut que le taux de croissance naturel (g_n , c'est à dire le taux de croissance de la population active) soit égal au taux de croissance garanti (g_w) : $g_n = g_w = s/v$

Mais il n'y a pas de raison pour que l'égalité soit vérifiée puisque s , v et g_n sont des variables indépendantes. La croissance est donc foncièrement instable et peut s'accompagner d'un chômage de masse. Le déséquilibre est la règle et l'équilibre l'exception.

NOTE : Le néocambridgien N. KALDOR atténue le pessimisme du modèle HARROD-DOMAR en faisant de l'épargne une variable endogène d'ajustement.

Pour Kaldor, le taux d'épargne d'un pays est une fonction croissante de la part des profits dans le produit national car la propension à épargner des capitalistes est supérieure à celle des salariés. Le taux de croissance garanti (s/v) devient aussi une fonction croissante du taux de profit.

Cette modification de la propension à épargner assure la stabilité de l'égalité fondamentale $s/v = g_w = g_n$, donc l'équilibre de la croissance car :

- Si $s/v > g_n$, c'est à dire si le taux de croissance garanti est supérieur au taux de croissance naturel, il y a pénurie de main-d'œuvre. Donc le salaire augmente, la part des profits diminue, la propension à épargner baisse, alors le taux de croissance garanti est ralenti : la stabilité de la croissance est assurée.

- Inversement, si $s/v < g_n$, c'est à dire si le taux de croissance garanti est inférieur au taux de croissance naturel, le chômage se développe. Donc le salaire diminue, la part des profits augmente, la propension à épargner s'accroît, alors le taux de croissance garanti s'accélère : la stabilité de la croissance est assurée.

En conséquence, l'Etat peut agir sur la croissance en favorisant l'épargne, soit par la politique des revenus (directs ou de transferts), soit par la politique fiscale et budgétaire.

4-La critique radicale (K. MARX)

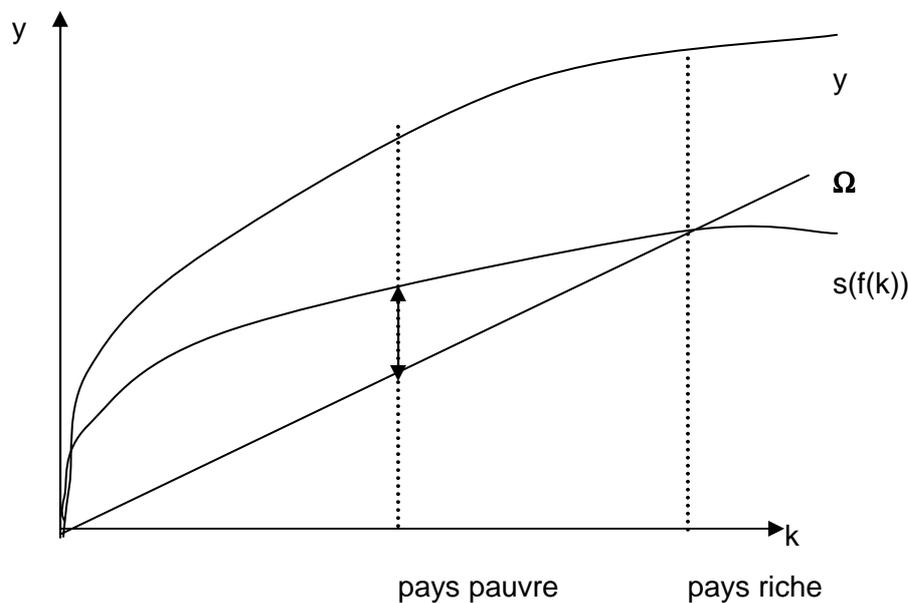
Pour K. MARX, le capitalisme est un puissant moteur de croissance économique mais il génère des crises qui l'amèneront à sa disparition et à l'avènement du communisme. En effet, les capitalistes ne consomment pas toute la plus-value prélevée sur le travail, ils investissent (accumulent) tant qu'il y a des perspectives de profit. Mais l'amplification de l'écart entre les revenus des travailleurs et le niveau de production entraîne des crises de surproduction, d'où une baisse du taux de profit, la baisse de l'investissement et la crise économique due à la suraccumulation de capital.

5- Les nouvelles théories de la croissance

Théories du rattrapage (cf. D. GUELLEC) :

Un pays en retard aura une croissance plus forte qu'un pays leader avancé en l'imitant : mais attention, c'est son **potentiel** de croissance qui est plus fort !

En effet, en remplaçant les vieilles machines par des nouvelles, le saut qualitatif est important. Il en est de même en introduisant de nouvelles organisations de travail et de management. Dans le modèle de R. SOLOW, la croissance est d'autant plus forte que le niveau de capital par tête initial est faible :



La productivité marginale du pays pauvre est supérieure à celle du pays riche car les **rendements sont décroissants** (hypothèse de base du modèle néoclassique). Le potentiel de croissance du pays pauvre est donc plus fort.

A long terme, tous les pays seront ainsi au même niveau, il n'y aura plus de différences internationales. Ceci ne se réalise pas car il y a de nombreux freins économiques (mouvement des capitaux), sociaux, culturels...

Pour que le rattrapage soit effectif, le pays doit également disposer du stock nécessaire au développement (infrastructures, santé, éducation...). Il faut un pays en retard technologiquement mais socialement avancé (cf. M. ABRAMOVITZ).

LIMITES : - On peut avoir deux états d'équilibre différents car l'équilibre est fonction de l'état structurel du pays ;

- Quel est le sens de la causalité ? La croissance est-elle faible car le système politique est instable ou le système politique est-il instable car la croissance est faible ? Les paramètres jouent sur la croissance mais la croissance influence aussi les paramètres !
- Le progrès technique n'est pas expliqué, c'est une variable exogène (imitation de l'innovation du leader).

Endogénéisation du progrès technique :

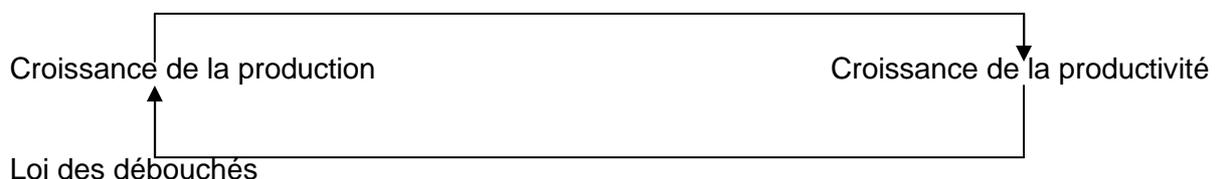
Le principe de *causalité circulaire et cumulative* de G. MYRDAL (1957), *Théorie économique des pays sous-développés*.

Un changement attire non pas des changements compensateurs mais des changements additionnels qui entraînent le système dans la même direction, mais plus loin que le premier. Ce principe s'oppose à la logique de R. SOLOW de retour à l'équilibre.

On peut illustrer ce principe par l'existence de deux régimes :

Le régime de productivité : la division du travail permet de réaliser des gains de productivité qui augmentent la production pour un même niveau de ressources, donc une augmentation des revenus distribués, du pouvoir d'achat qui augmente la taille des marchés et incite à diviser, d'où une **accélération de la division...** (Mouvement circulaire) ;

Le régime de la demande : il existe une liaison entre croissance de la production et gains de productivité car les rendements sont croissants grâce à la spécialisation, ce qui permet d'augmenter les revenus et la production qui sera écoulee sans problèmes en vertu de la loi des débouchés.



Les modèles kaldoriens :

Les rendements sont croissants (contraire au modèle néoclassique).

Pour expliquer le phénomène circulaire et cumulatif de la croissance, il faut passer par la *loi des débouchés*. Pour N. KALDOR, cette loi est irrecevable. Il préfère le

bouclage par la demande effective. De plus, si le pouvoir d'achat augmente, les entreprises peuvent décider d'augmenter les prix et non les quantités surtout si elles pensent que cette augmentation n'est que temporaire.

Il faut également un système monétaire qui permette à la demande d'investissement de trouver une offre de financement (cf. la critique de la politique monétaire européenne de la BCE par J.P. FITOUSSI).

Pour N. KALDOR, la demande dépend de plus en plus du commerce international.

$$\Delta Y = \Delta X / \mu = \varepsilon \Delta Y / Y \text{ (hypothèse de la balance commerciale équilibrée).}$$

Avec : - μ : l'élasticité revenu à la demande d'import ;

- ε : l'élasticité revenu à la demande export : quand le PIB mondial augmente, quid des exportations du pays ?

Si ε est élevé, lorsque la demande mondiale augmente, les exportations du pays augmentent fortement et celui-ci connaît une croissance très forte ;

Si μ est élevé, c'est le phénomène inverse, ce qui désavantage le pays.

Derrière ces élasticités, c'est la structure de spécialisation du pays qui est important : un pays est bien spécialisé s'il l'est beaucoup dans les secteurs où la demande mondiale est forte. La bonne ou mauvaise spécialisation dépend de la capacité des entreprises du pays à s'adapter et à innover dans ces secteurs porteurs. La croissance est donc forte pour les pays qui savent s'adapter au changement mondial.

Ce modèle explique la différence de croissance entre les Etats-Unis (spécialisés en haute technologie) et la Grande-Bretagne ces dernières années. Un modèle différent des modèles d'A. SMITH et D. RICARDO pour lesquels la demande ne pose aucun problème, le raisonnement reposant uniquement sur les facteurs de production.

Les modèles de croissance endogène :

Ces modèles acceptent la loi des débouchés mais retiennent des rendements croissants.

Pour produire, il faut utiliser des connaissances. Ces connaissances sont des biens particuliers qui autorisent des rendements croissants.

- Les premiers modèles (P. ROMER, 1986) : la connaissance est un *bien public* (propriété commune), *non rival* (consommé sans arrêt) et *non exclusif*

(accessible à tous). Au niveau macro-économique, les gains de productivité engendrent une croissance de long terme grâce aux externalités positives.

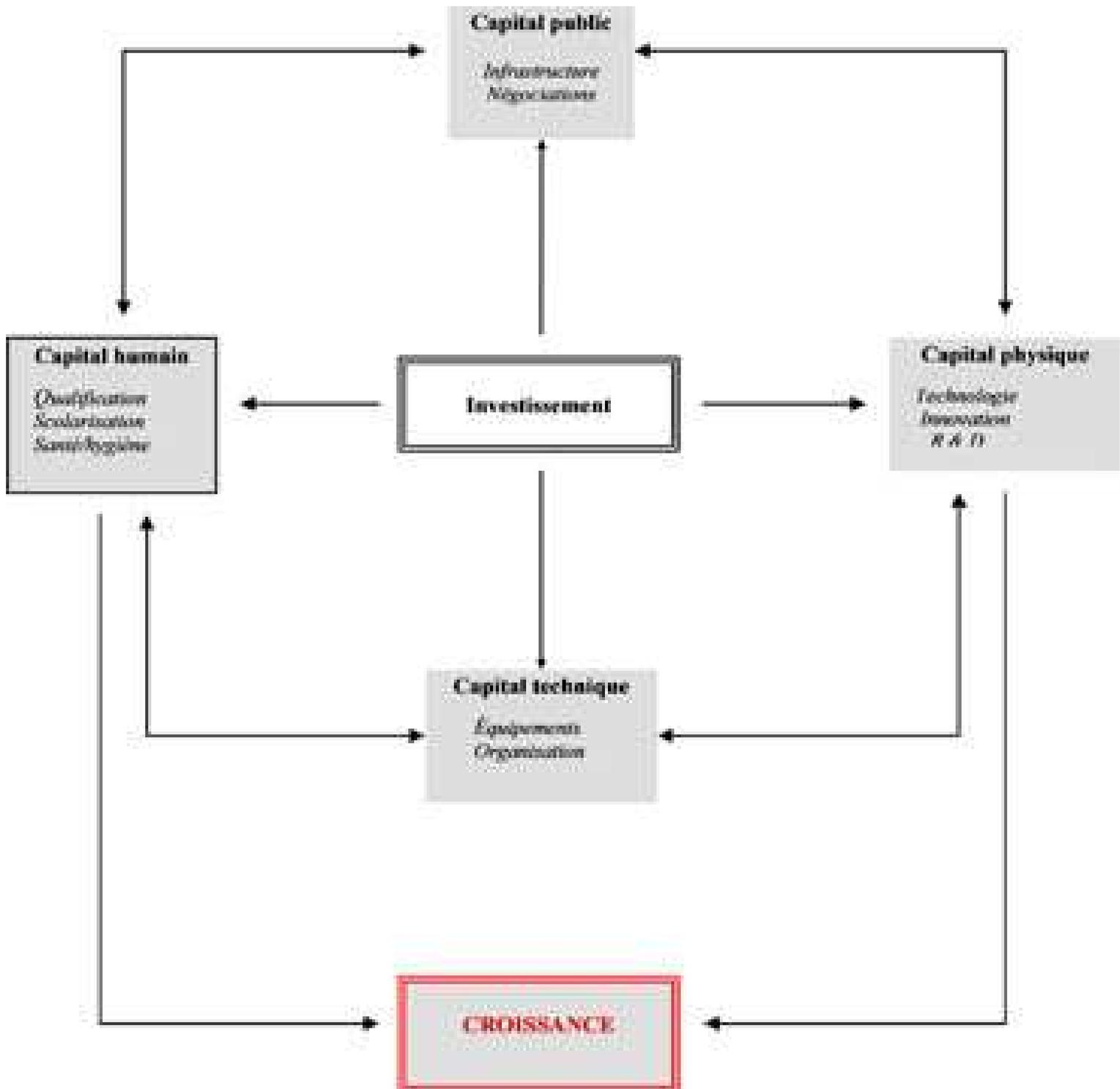
- Les seconds modèles : la connaissance est un bien partiellement public. Pour produire des connaissances, les entreprises doivent être incitées à investir, d'où l'importance de protéger la recherche par un *monopole temporaire d'exploitation* (cf. J. A. SCHUMPETER).

Mais, en contrepartie du dépôt de brevet, l'entreprise doit donner le descriptif détaillé de l'invention, qui lui est accessible à tous afin de permettre les phénomènes d'externalités pour inciter au développement d'innovations périphériques, d'améliorations du brevet initial, tout ce travail d'innovation supplémentaire nécessaire à la croissance économique.

C'est cette réutilisation des connaissances qui explique la croissance de long terme de nos économies. Un pays qui a un capital physique, humain ou public supérieur, parce qu'il existe des externalités, dès qu'il effectue des dépenses de recherche ou parce qu'il a un système législatif plus performant, aura une croissance plus forte que les autres pays.

Le problème en Europe est le coût du brevet car il doit être traduit dans toutes les langues (révision du texte en cours).

- Le renouveau de la croissance endogène (depuis 1990) : Pour ces théories plus récentes, la croissance résulte de l'interaction de 4 facteurs. En investissant dans de nouveaux équipements (capital physique), l'entreprise contribue directement à la croissance (hausse de la production). Mais l'investissement induit à terme une augmentation du capital technique (par le progrès technique) et du capital humain (par la hausse du niveau d'éducation/formation). Les investissements consentis par la collectivité (État et collectivités locales) agissent sur le capital public et sur le capital humain (éducation et santé publique). Dans ce cadre, contrairement au modèle de R. SOLOW, le taux de croissance est endogène dans la mesure où il dépend aussi du comportement des agents économiques. Le modèle de croissance endogène (le modèle « AK »), suppose notamment que le comportement économique des agents, tel que le choix du taux d'épargne, a une influence sur la croissance. Plus le taux d'épargne est élevé, plus la croissance peut être forte.



Les effets des investissements sur la croissance

La théorie de la régulation :

La *théorie de la régulation* (C. BOYER et M. AGLIETTA) explique la croissance par l'adéquation entre production et consommation. En effet, la phase de croissance des 30 glorieuses repose sur l'articulation stable des éléments du couple production de masse/consommation de masse.

La production de masse repose sur l'organisation fordiste du travail (OST + chaîne de montage) qui permet la standardisation de la production et de grands gains de productivité.

La consommation de masse se traduit par la création de débouchés pour de nouveaux produits, et s'accompagne de l'augmentation des revenus réels. Cette dernière est liée aux relations professionnelles basées sur la négociation collective et à l'évolution du rôle de l'État (*Welfare State*) chargé de la redistribution des revenus.

La rupture du lien entre production et consommation de masse, lié au chômage durable de la fin des années 1970 explique la nouvelle nature de la crise des années 1980.

IV- L'enjeu du développement

1- Croissance et développement

La croissance est une élévation soutenue pendant une plus ou moins longue période d'un indicateur de dimension (le PIB).

La croissance entraîne des changements structurels, comme le développement de certains secteurs, des attitudes socioculturelles...

Le développement est *une combinaison de changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global* (F. PERROUX).

→ Un objectif plus large que la simple croissance, c'est une notion globale, qui prend en compte les aspects quantitatifs et qualitatifs. Le développement impose une transformation de la société dans la nature des emplois, la production, la façon de produire, l'éducation... toutes les conditions de maintien de la société à long terme.

L'objectif du développement est de satisfaire les besoins des individus, de diminuer la pauvreté et les inégalités, la *couverture des coûts de l'homme* de F. PERROUX qui distingue le développement économique et le développement social.

Pour la croissance, l'indicateur est le taux de croissance du PIB.

Pour le développement, c'est l'*Indicateur de Développement Humain* (IDH), un indicateur synthétique créé par l'ONU en 1990 à l'occasion du *Programme des Nations Unies pour le Développement* (PNUD).

Il prend en compte des indicateurs sociaux qui permettent de classer les pays, mais sa fiabilité est remise en cause.

Ces trois facteurs sont : **la longévité** (espérance de vie : niveau de santé), **l'accès au savoir** (taux d'alphabétisation et durée moyenne des études) et le **niveau de vie** (PIB réel/habitant).

REMARQUES : la Banque mondiale classifie les *Pays En Développement* (PED) :

- **Les pays à faible revenu** : PNB/habitant < 650\$: pays à croissance économique lente ou en régression, les besoins primaires ne sont pas couverts ;

- **Les pays à revenus intermédiaires** :

 - Tranche supérieure* : PNB/habitant > 2 520\$: pays à croissance soutenue, activité industrielle forte : Brésil, Corée du sud...

 - Tranche inférieure* : 650 < PNB/habitant < 2 520 : pays à croissance fragile, vulnérables : Egypte, Turquie...

- **Les pays exportateurs de pétrole à revenus élevés** : PNB/habitant élevé mais absence de développement car la répartition est fortement inégalitaire : Libye, Oman...

Deux cas extrêmes : - Les *Pays les Moins Avancés* (PMA) : PNB/habitant < 650\$, pauvreté absolue, conditions de vie précaires, autoconsommation importante : Mali, Népal, Ethiopie...

- Les *Nouveaux Pays Industrialisés* (NPI) : une base industrielle prospère, plus de pauvreté absolue, insertion économique mondiale : Thaïlande, Brésil, Israël...

REMARQUE : de nouveaux indicateurs basés sur l'IDH se sont développés :

- *Indicateur Séxo-spécifique de Développement Humain* (ISDH) qui prend en compte plus de critères socioprofessionnels comme le sexe, les catégories socioprofessionnelles, la répartition ville/campagne...

- *Indicateur de Pauvreté Humaine* (IPH) pour compléter l'IDH.

L'IDH varie entre 0 et 1. Un IDH de 1 correspond à une espérance de vie de 85 ans, un taux de scolarisation de 100% et un PIB par habitant de 40 000\$.

En 2005 (dernières données) : Norvège et Islande (0.965), Australie (0.962)... Le Royaume-Uni est 16^{ème}, la France est dixième avec 0.952 (gain de dix places depuis 2000) ! En bas de tableau, on trouve Niger (0.374) Burkina Faso (0.370) et Sierra Leone (0.336).

Continent	IDH 2005
Monde	0.743
Pays de l'OCDE	0.916
Pays en développement	0.691
Pays les moins avancés (PMA)	0.488
Afrique subsaharienne	0.493
Etats Arabes	0.699
Asie de l'Est et Océanie	0.771
Asie du Sud	0.611
Amérique Latine et Caraïbes	0.803
Europe <u>Centrale</u> et de l'Est et CEI	0.808

Le PNUD classe les pays en trois groupes :

- Pays à développement humain élevé (IDH \geq 0,8) : 53 pays d'IDH moyen 0,918 ;
- Pays à développement humain moyen (0,5 \leq IDH < 0,8) : 84 pays d'IDH moyen 0,691 ;
- Pays à faible développement humain (IDH < 0,5) : 36 pays d'IDH moyen 0,448.

Voir l'URL www.populationdata.net/palmares_idh.php

2- Les analyses de sous-développement (non développé, voir infra, thème : Economie Internationale, chap.2, « Les fondements du commerce international »)

3- Les stratégies de développement (non développé, voir infra, chap. 16, « Les économies en développement »)

Conclusion

La croissance économique est l'enjeu fondamental de toute société. Dans une économie fermée, les sources de la croissance et les mécanismes et politiques à mettre en œuvre sont assez simples mais pas sans danger (inflation..., cf. infra).

Mais aujourd'hui, en économie mondialisée, la croissance est un phénomène beaucoup plus difficile à appréhender, d'où de nouvelles théories, de nouveaux modèles qui se développent pour tenter d'expliquer, d'analyser les ressorts de la croissance. Le but de la recherche étant bien sûr de trouver des solutions pour stimuler, maintenir et renouveler la croissance en évitant ses déséquilibres (surchauffe sur le marché du travail, inflation, surinvestissement...)

La croissance n'est qu'une partie de la solution à l'amélioration du niveau de vie. En effet, son mode d'obtention, le partage du revenu créé, le stade de développement du pays... sont autant de facteurs qui font de la croissance un moyen insuffisant pour apprécier le niveau de bien-être d'une société. D'autres approches se développent aujourd'hui, comme le développement humain, qui tente de mieux refléter le « niveau de bonheur » d'une société.